

CENSEUR,

Journal de Lyon,

POLITIQUE, INDUSTRIEL ET LITTÉRAIRE.



OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES du 10,

PAR RICHARD PÈRE ET FILS,

Ingenieurs-opticiens, brevetés, quai St Antoine, 11.

HEURES.	THERM.	HYGROM.	BAROM.	VENTS	CIEL.
6 heures.	11 d. au-dessus de 0.	70 deg.	27 pou. 8 lign.	Nord.	Beau.
Midi.	17 d. au-dessus	60 deg.	27 pou. 8 lign.	Idem.	Idem.
SOLEIL.			LUNE.		
Lever.	Midi vr.	Couch.	Phases.	Age.	
6 h.	0 h.	5 h.	Premier quart.	41	
9 min.	11 min.	27 min.			

AVIS.

Assemblée générale des Actionnaires du Censeur aura lieu le vendredi 13 octobre, à sept heures et demie du soir, aux bureaux du journal.

Lyon, 10 octobre 1837.

Le ministère devait publier une adresse aux électeurs, par tous ses membres; mais il y a renoncé. En agissant ainsi, il aurait fallu prendre position, indiquer un but : positivement ce qu'il évite avec le plus grand soin. Les hommes qui sacrifient sans cesse aux circonstances, qui vivent d'après les événements, qui n'ont personnellement force ni volonté, craignent toujours de se créer des embarras pour l'avenir : parler est pour eux un acte qui engage une lutte, qui peut engager une discussion, et M. de Montalivet ont horreur de toute discussion.

Le ministère se présente donc aux élections avec l'indécision qu'il a toujours montrée. Il cherche à prendre place entre le tiers-parti et les doctrinaires; il veut se créer une position intermédiaire entre ces deux fractions de l'ancienne chambre, en ralliant autour de lui les amis de M. Guizot : de là une politique à double face, la crainte de se dessiner en faisant une adresse, et de le langage contradictoire des feuilles qui le soutiennent. — Ainsi la Charte de 1830 flatter, caresse l'ancienne chambre; elle vante ses services, et annonce que le ministère ne veut pas répudier un passé aussi glorieux, et le ministère qui garde le silence sur ce point, s'efforce, par une ambiguë dérogée de toute préoccupation du passé, de concevoir l'espérance de quelques améliorations pour l'avenir.

ce que nous lisons dans un de ses derniers numéros : Faudra-t-il que le gouvernement se constitue gardien de la sûreté publique, ou la sûreté publique sera-t-elle pour elle-même? Faudra-t-il compléter la législation de septembre, ou se contenter de recourir sans danger au droit commun et à la discussion dans toute leur plénitude? Faudra-t-il étouffer l'élément de l'association, ou se prêter au libre développement de ce principe salutaire? Faudra-t-il voir dans les classes inférieures des barbares toujours prêts à faire invasion, ou se contenter de leur bien-être, de leur avancement, de leur initiation successive à toutes les immunités du pays? etc. etc. — Voilà quelques-uns des points sur lesquels l'opinion et les électeurs vont avoir à se prononcer.

Il est clair que de pareilles questions ont besoin d'être posées, que le moment de les soumettre à la discussion est venu, c'est évidemment indiquer qu'on répudie le passé, que le passé est la négation de tous ces problèmes; que l'on se rapproche de l'opposition, prouver qu'on est disposé à faire droit à ses griefs, enfin à demander son appui à l'opposition si les élections lui sont favorables; c'est un pas immense vers elle.

Mais ce n'est pas là le but du ministère. Le Temps n'est pas l'écho de ses sentiments, l'interprète de ses intentions; car voici le langage que tient la Charte de 1830 qui est à sa solde : — « Le ministère, dit cette feuille, ne répudie rien de ce qui s'est fait depuis sept ans. Il tient à l'honneur d'être regardé comme le dépositaire des sages principes et des institutions qui ont fait le salut de la révolution de juillet. La politique du 15 avril ne consiste pas à changer ni à détruire; son but est de conserver avec fermeté, ainsi qu'avec prudence, les résultats acquis. » Ces résultats acquis sont, sans aucun doute, les lois de septembre, les lois de 1834 contre les associations. — D'ailleurs, la Charte de 1830 fait l'apologie de la chambre dissoute avec une chaleur qui prouve qu'elle avait toutes ses sympathies.

Mais pourquoi le ministère s'est-il décidé à la dissolution? Les motifs sont faciles à saisir. Le fractionnement de la chambre, les coteries qui la divisaient la rendaient difficile à diriger : de là des fluctuations dangereuses, des incertitudes qui pouvaient ébranler M. Molé; pour continuer son existence pendant quelques mois, ce grand homme d'état a demandé et obtenu la dissolution. — D'ailleurs cette chambre n'avait-elle pas un jour fait acte d'indépendance? cette chambre n'a-t-elle pas repoussé la loi de disjonction?... C'est aussi cette audace qu'on a voulu réprimer.

Nous l'avons dit alors, la chambre qui a repoussé la loi de disjonction a voté en même temps la dissolution; l'événement est venu confirmer nos prévisions. Mais enfin le ministère pourra-t-il louver encore long-temps et éluder les difficultés de sa position? Nous ne le pensons pas. Avec qui est-il? Est-ce le Temps qui le représente? est-ce la Charte de 1830? Sa politique est-elle celle du Journal des Débats qui hier encore exaltait avec impudence les lois de septembre, et affirmait que la chambre de 1834 n'a pas de plus beau titre à l'estime et à la reconnaissance du pays?

Le Temps devrait bien enfin nous apprendre s'il est le défenseur officieux ou l'organe officiel du ministère. Le ministère devrait bien aussi se résoudre à faire marcher avec plus d'accord les feuilles qui le soutiennent : à moins cependant qu'il ne pense, avec le Temps, que depuis la dissolution il ne peut plus y avoir de ministres, plus de système ministériel, mais seulement des administrateurs gérant la chose publique.

Il faudrait alors qu'il fût décidé à regarder comme simple spectateur la lutte électorale, qu'il s'abstînt de toute intervention, et qu'il laissât la volonté des électeurs libre de toute influence, de toute séduction : ce qui ne sera pas. C'est pourquoi il est bon de signaler cette tactique de bascule, cette marche double qu'il suit avec tant de persévérance; il est bon également de prouver qu'il n'a ni système ni alliés, qu'il ne sait s'il veut pencher vers la gauche ou se porter vers la droite, qu'il n'a ni volonté ni plan, enfin qu'accorder quelque confiance à ses paroles ou à ses organes, c'est évidemment se préparer à être dupes.

Des élections nouvelles se préparent; quelle attitude doit prendre l'opposition démocratique? Les uns paraissent décidés à ne pas voter dans les collèges où domine l'esprit de privilège; d'autres ne veulent porter leurs suffrages que sur des hommes qui professent hautement leurs principes. A notre avis, l'inaction est pour les partis un véritable suicide, et l'absolu conduit

à l'isolement ou à l'impuissance. Si l'on consultait d'ailleurs les vœux secrets des hommes du 7 août, pourrait-on douter qu'ils ne vissent avec plaisir l'opposition démocratique se retirer du combat, ou intervenir dans la lutte avec des prétentions exclusives? Il faut donc se présenter aux élections; mais il faut s'y présenter avec l'intention de se prêter à tous les ménagements nécessaires pour amener un résultat dans la politique générale du pays.

Or, quels principes pourraient aujourd'hui rallier les opinions indépendantes dans la lutte qui va s'ouvrir et provoquer une opposition redoutable au système du 7 août?

On commence à reconnaître que si la chambre des députés n'est pas animée de sentiments plus nationaux et plus populaires, c'est que la constitution n'a confié le droit d'élection qu'à 150 ou 160,000 plus imposés sur une population de 33,000,000 d'habitants, et que, sans une réforme dans la législation électorale, le gouvernement représentatif est en péril. Cette législation ne blesse-t-elle pas, en effet, la raison publique? Elle repousse des collèges électoraux les conseillers municipaux, les officiers de la garde nationale, les membres des diverses facultés, les professeurs, les médecins, les avocats, les avoués, les notaires, etc., comme si la confiance des citoyens et l'exercice de certaines professions n'étaient pas un indice d'intelligence aussi assuré que le paiement de 200 fr. d'impôts. Cette législation n'est-elle pas une insulte à la nation? Aux Etats-Unis, presque tous les citoyens sont électeurs. En Angleterre, le nombre des électeurs s'élève à près d'un million sur une population de 22 millions. Le peuple français marche à la tête des peuples civilisés : le premier, en 89, il a appelé les nations dans la voie de la liberté et du progrès. Depuis 40 ans, il lutte avec une héroïque persévérance pour son indépendance et pour l'affranchissement de l'Europe. On sait avec quelle générosité il a usé de la victoire en 1830. Cependant la coterie qui nous gouverne a osé déclarer que, dans cette nation brave et éclairée, 150 à 160,000 citoyens à peine sont dignes d'exercer les droits électoraux, et on affecte une telle défiance du bon sens public dans un pays où les assemblées primaires ont jadis produit l'Assemblée législative et la Convention nationale. Aussi, de toutes parts, est-on prêt à réclamer la réforme électorale.

Les lois de septembre contre la presse sont indignes d'un siècle et d'un peuple qui croient à la perfectibilité humaine et au progrès des sociétés. Que dans des gouvernements patrimoniaux, fondés sur le droit divin, on proclame une doctrine politique et religieuse que personne ne puisse contrôler sous peine d'anathème, cela se conçoit; la souveraineté réside dans le prince, c'est à lui et à lui seul qu'il appartient de modifier ou de changer la constitution de l'état; mais qu'on élève la même prétention sous un gouvernement qui se prétend national, fondé sur l'élection et sur le principe de la souveraineté du peuple, c'est méconnaître le droit public du pays, et la raison publique réclame la révocation de cette législation, qui rappelle les doctrines du moyen-âge.

La chambre des députés renfermait 202 fonctionnaires salariés et révocables, recevant en traitements connus la somme de 2 millions 543,100 fr. Que les ministres soient pris dans le sein des chambres, c'est presque une nécessité du gouvernement représentatif; mais il ne convient pas à la dignité d'une assemblée nationale que ses membres soient dans la dépendance immédiate des ministres. Aussi, beaucoup d'électeurs, qui approuvent d'ailleurs la politique du 7 août, sont-ils disposés à repousser tout candidat qui exercerait des fonctions révocables ou ne renoncerait pas d'avance à toute aveur du pouvoir.

Ainsi, réforme électorale, rappel des lois de septembre, refus de fonctions publiques, tel doit être le programme de l'opposition démocratique aux élections prochaines. Sans doute elle devra, avant tout, appuyer de ses sympathies et de ses efforts l'élection de ses véritables organes, dans les collèges où il sera possible d'espérer le succès; mais partout ailleurs elle devra accorder ses suffrages à tout candidat qui fera la promesse solennelle

l'abandonnement des chrétiens; il donne le signal. Aussitôt les cavaliers s'élancent en poussant des cris furieux; ils tombent d'abord sur les trois compagnies italiennes postées sur le pont de pierre, auprès de la ville : ces soldats étaient transis de froid, leurs poudres étaient mouillées, leurs mèches éteintes; les infidèles en firent un affreux carnage, et poursuivant, chassant les fuyards, ils arrivèrent jusque dans le camp. Ce petit succès leur inspira tant d'insolence, qu'ils se jetèrent sur le quartier de l'empereur, et que, saisissant les soldats corps à corps, ils les précipitaient dans les ravins. Un historien cite le nom d'un Espagnol qui abattit un de ces fanatiques au moment où il s'élancait au milieu du camp pour enlever un drapeau. Camille Colonne et Augustin Spinola accoururent à la tête de leurs régiments pour repousser l'ennemi; ils furent soutenus par les chevaliers de Malte, qui, quoique à pied, se mêlèrent si furieusement à la cavalerie des Turcs et des Maures, qu'ils en tuèrent un grand nombre et en démontèrent plusieurs.

Tout se rallia sous les enseignes de la religion, et Fernand Gonzague, un des lieutenants-généraux de l'empereur, adressant la parole au grand-bailli de l'ordre : « Courage, lui cria-t-il, généreux commandeur! Ce n'est point assez de battre ces chiens, il faut les poursuivre et entrer avec eux dans Alger; ce n'est qu'à vos chevaliers qu'il appartient de finir la guerre avant qu'elle ne soit commencée, et de prendre une place aussi forte sans artillerie et sans armes. » En vain Camille Colonne s'y opposa et blâma cette témérité; on ne prend conseil que du courage; Gonzague l'ordonne. Spinola, suivi des Italiens et des chevaliers de Malte, impatientés de venger l'armée, se précipita à la poursuite des infidèles; ils les chassent à leur tour jusqu'aux portes de la ville, y arrivent avant eux, et, toujours protégés par eux contre les traits des assiégés, ils vont se jeter dans la place. Mais Hascen, sans hésiter, ordonne de fermer les portes : une partie de la brave garnison reste en dehors des murs. Va-t-elle périr sous les coups des chevaliers? Non; Hascen a tout prévu du haut de son palais, d'où son regard domine dans la plaine et dans les lieux d'alentour : il sait qu'il n'est point attaqué par l'armée entière, mais par les chevaliers et quelques compagnies d'Italiens; il les a vus avec plaisir s'engager témérairement à la poursuite de ses

guerriers. Dans ce moment il fait pleuvoir sur eux une grêle de traits et de pierres; l'artillerie qui garnissait de ce côté les remparts est braquée sur eux. En vain arrivèrent-ils jusque sous les murs de la place; en vain soutinrent-ils avec une étonnante fermeté le feu terrible des assiégés, il fallut se retirer. Les chevaliers frémissent de rage, et leur enseigne, Ponce de Savignac, dans son dépit, plante son poignard dans la porte. Les chrétiens reculent en désordre; Hascen, si vif à saisir le moment favorable, Hascen monte à cheval et fait une seconde sortie à la tête des meilleures troupes de sa garnison : elles étaient armées d'arbaletes de fer dont on se servait avantageusement dans les temps de pluie. Lui-même, qu'on remarquait à la blancheur de son visage et à son vêtement royal, guide l'impétuosité de ses impatients cavaliers. Ceux qui étaient demeurés en dehors des murs se joignent à eux et reviennent à la charge. Un combat acharné s'engage, on fait de part et d'autre des prodiges de valeur.

Un chevalier, Français de nation, nommé Villegagnon, se signale surtout par son courage. Il se jette au milieu des infidèles : tout plie, tout cède, tout fuit à son approche, rien ne résiste à son glaive; mais un cavalier maure se précipite sur lui et l'attaque avec furie. Le chevalier est blessé au bras gauche; à la vue de son sang, il redouble d'ardeur, et, brandissant sa lance, il dirige contre le Maure un coup furieux; l'infidèle, avec souplesse, se détourne et l'évite; puis, tournant son cheval pour frapper à son tour, il croit accabler son ennemi; dans ce moment, le chevalier, qui était grand et robuste, saute en croupe derrière lui, le poignarde et le jette à terre.

Quel est cet autre chevalier qui se soutient à peine? C'est Ponce de Savignac, mortellement blessé d'un coup d'arbalete; mais quoiqu'il sente déjà le poison lui gagner le cœur, appuyé sur un soldat, il tient avec force et courage, il tient encore son étendard, et ce n'est qu'en expirant qu'il l'abandonne.

Cependant les Italiens sont enveloppés; la retraite est menacée; ils se débattent et fuient par mille sentiers; ils tombent essouffés par la frayeur et la course; ils sont foulés aux pieds par les cavaliers turcs; transis de froid, les plus braves se laissent égorger sans se défendre. Mais les cavaliers de Malte, qu'on distinguait à leurs casaque d'écarlate qu'ils portaient sur leurs

NOTION DE CHARLES-QUINT CONTRE ALGER.

(Suite. — Voir LE CENSEUR du 30 septembre.)

Le soir du 28 octobre, des nuages s'amoncelèrent à l'horizon du nord; le ciel s'obscurcit, les vents déchainés avec violence, des éclairs multipliés brillèrent dans les nuages, les sours grondements du tonnerre se mêlèrent aux vents, la terre même tressaillit et trembla : tous les vents furent glacés de tristesse et d'épouvante. Une pluie abondante commença à tomber, les torrents débordèrent, la mer et le camp furent inondés. Comme on n'avait pas débarqué les tentes ni les équipages, on passa la nuit sous la fureur de la tempête; la terre était couverte de boue, sous le point qu'il fut impossible de se coucher; les vents soufflaient avec tant de violence qu'ils étaient obligés, pour se soutenir, d'enfoncer leur lance dans la terre comme des pieux. Les trois régiments italiens qui commandaient Camille Colonne, et qui campaient dans la plaine, eurent le plus grand mal à résister aux premiers inondés, et, postés sur le pont de pierre qui aboutissait à une porte de la ville, ils furent atteints par l'ennemi. Pendant que les chrétiens étaient ainsi consternés, les infidèles triomphaient; dans les rues, défenseur et vengeur; ils redoublaient d'ardeur et de courage, ils se guidaient sur les feux, au milieu des ténèbres, ils se précipitaient sur l'ennemi d'une grêle de traits et de pierres. Il était minuit; on passa le reste de la nuit dans l'obscurité; le jour, ils se montrèrent en si grand nombre qu'ils semblaient presque l'armée; mais ils furent repoussés par les chrétiens, qui, munis de casques et de cuirasses, ne craignaient pas leurs traits. La tempête continuait, la mer était agitée : la flotte était menacée d'un naufrage uni-

Le lendemain Hascen, dans la ville, attendait le moment favorable pour se présenter avec l'impudence de sa cavalerie turque; mais il fut arrêté par la garnison, qui n'avait point encore donné. Hascen est arrivé : il faut profiter du désordre et de

nelle de réclamer la réforme électorale, la révocation des lois de septembre, et de n'accepter aucune fonction ou faveur du pouvoir. Nous engageons donc les électeurs qui partagent nos vœux et nos espérances à se prêter, soit pour la formation des collèges électoraux, soit pour le choix des candidats, à toutes les combinaisons ou transactions qui, selon les lieux et les circonstances, pourront se concilier avec l'intérêt bien entendu de notre avenir démocratique. (National.)

Pendant que les partis s'agitent en présence des prochaines élections générales, la coterie doctrinaire n'a garde de se reposer. Une feuille qui protège le ministère, et qui ne dissimule pas ses sympathies pour l'ancienne majorité, publie aujourd'hui un manifeste que ne désavouera aucun des adeptes de cette école.

C'est dans les élections de 1831 et de 1834 qu'il faut chercher le programme des élections de 1837. Hors de là point de salut. Voilà ce qu'on dit aux électeurs, et le ministère n'aura garde de repousser cette solidarité; il a encouragé ses organes mal convertis à la lui donner, en acceptant pour soutiens MM. Jaubert, Piscatory, Duvergier et d'autres seides moins habiles de M. Guizot. Ce fut, dit-on encore aux censitaires, ce fut au bruit du canon d'avril que la chambre qu'on vient de dissoudre descendit dans les coïncidences... La chambre n'a point démenti son origine. L'anarchie terrassée dans les rues recommençait à se montrer dans la presse, les lois de septembre furent votées. Les lois de septembre sont le plus beau titre de gloire de la chambre défunte.

Voilà enfin comment on fait l'éloge de la dernière législature; et on n'oublie pas de mentionner l'œuvre qui sera, dit-on, son plus beau titre à la reconnaissance du pays. Franchement, est-ce là le langage qu'on devrait tenir au ministère, si celui-ci n'avait pas une arrière-pensée qui le portait à préférer le centre droit à tout autre appui, s'il ne prévoyait pas que la majorité ne lui pourra être acquise qu'avec la protection de ses bons amis les ennemis? Ce sera, il faut en convenir, beaucoup d'abnégation de sa part, après les quolibets sanglants de M. Jaubert, applaudis bruyamment par toute la doctrine. Telle est la triste situation du cabinet, qu'il est obligé de tendre la main à des hommes qui l'ont raillé, hué, méprisé, à la chambre, dans leurs journaux, dans leurs salons. Mais on est obligé de passer sous leur joug, qu'ils rendront aussi pesant que possible. Et dès aujourd'hui, comme nous le disions, voici qu'ils recommandent au pays les hommes du passé, les hommes qui ont attaché leurs noms aux plus brutales répressions; voici qu'ils se posent comme les sauveurs de la monarchie, de l'ordre, de toute la France; sans eux, il n'y aurait plus un seul propriétaire en France; sans eux, la France n'existerait plus. Et ils ne demandent pas un nouveau mandat seulement comme récompense de leur passé, ils le demandent en présentant ce passé comme garantie de leur avenir.

Les lois de septembre, par exemple, seront le bouclier de la monarchie, disent-ils, quand elles n'en seront plus le glaive. Vous voyez bien que la grande œuvre de la chambre de 1834 peut servir à deux fins, et que la législation de la presse, inscrite dans nos codes après l'attentat de Fieschi, doit être éternelle, suivant les amis du ministère.

Nous venons de recevoir le premier numéro d'un nouvel auxiliaire de la cause démocratique. Le journal *l'Intelligence*, fondé et rédigé par M. Laponneraye, doit paraître tous les samedis. La création de nouveaux organes indépendants est une marque assez sûre des progrès de l'esprit public. Mais nous en avons encore beaucoup à faire pour atteindre à cet égard l'Angleterre et la république de l'Union américaine. Là, tout citoyen lit son journal, parce qu'aux yeux de chacun il n'y a pas d'intérêt plus pressant que celui des affaires de la nation et des relations de peuple à peuple.

Nous avons donné dernièrement le chiffre considérable du tirage des différents journaux anglais. Si la presse était libre chez nous, si elle n'était pas constituée en état de privilège et accablée de droits onéreux, nous ne tarderions pas à atteindre le même chiffre, et les sources de l'instruction politique s'ouvriraient de toutes parts. Ce n'est assurément pas trop, dans l'état actuel, de voir deux journaux hebdomadaires répandre les

principes que nous développons chaque jour, et l'on doit s'applaudir de voir *l'Intelligence* marcher dans la voie que lui a ouverte le *Journal du Peuple*. (National.)

On a reçu à Londres des nouvelles de New-York jusqu'au 12 septembre. Les journaux anglais annoncent qu'ils ont trouvé dans les papiers américains le rapport du secrétaire du trésor au congrès; mais ils ne publient pas ce document dont ils ne donnent que l'extrait suivant :

« Le rapport dit que depuis le 1^{er} mai les banques de dépôt ont réduit leurs comptes de plus de 20 millions, leur circulation d'environ 5 millions et leurs dépôts publics de 15 millions 1/2, tandis que leur numéraire n'a été réduit que de 3 millions. Il y avait quatre-vingt-six de ces banques de dépôt disséminées sur la surface de l'Union et dont la plupart n'avaient que des intérêts très-minimes; et si l'on fait entrer en compte l'aggrégation de ces petits intérêts, il pourra en résulter quelques réflexions pénibles au sujet des bêtises commises à cet égard par la banque d'Angleterre. La gêne qui en résultera pour toutes les personnes qui ont excédé leur capital ou étendu leur crédit au-delà des bornes se conçoit aisément. »

La lutte engagée dans la chambre des représentants, au sujet de la nomination de l'imprimeur, a été terminée après treize scrutins en faveur de M. Allen, éditeur du nouveau journal *le Madisonian*, qui l'a emporté d'une voix sur MM. Blair et Rives, éditeurs du *Globe*. Le *Madisonian* est une feuille démocratique soutenant l'administration sur toutes les questions, excepté sur celles des banques. Ses opinions sont représentées à la chambre par vingt-deux membres, et dans le sénat il a l'appui de M. Rives, ancien chargé d'affaires à Paris, et de M. Tallmadge, de New-York, tous deux fort influents.

Le parti que représente le *Madisonian* est désigné aujourd'hui sous le nom de démocratique conservateur; tout en faisant la guerre à l'ancienne banque des Etats-Unis et aux abus qui existent dans l'organisation des banques locales, il désapprouve les mesures proposées par M. Van Buren; cette nuance du parti démocratique se compose principalement de commerçants qui ont souffert de la dernière crise commerciale, et qui n'osent, au risque de compromettre leurs intérêts, continuer la réforme qu'ils ont vivement soutenue durant l'administration du général Jackson.

Nous empruntons le passage suivant d'une lettre adressée au *Times* de Londres, par son correspondant habituel qui lui envoie des lettres pleines d'excellents renseignements :

« On ne sait pas au juste combien de temps durera la session du congrès; elle sera ou très-longue ou très-courte, de six semaines ou de neuf mois. Il est possible que l'on s'accorde pour s'ajourner après avoir donné un nouveau délai aux commerçants pour payer la douane, après avoir légalisé ce que le gouvernement a fait à ce sujet pendant les vacances, et pourvu aux besoins que peut avoir le trésor. Je crois cependant que les chances sont pour une courte session. »

Les récoltes de toute nature, sur tous les points de l'Union, surpassent en qualité et en quantité toutes celles des années précédentes. On peut estimer la récolte du coton à 1,750,000 balles, ce qui est une augmentation de 250,000 balles, ou 15 p. 0/0 sur celle de l'an passé. »

DOCUMENT HISTORIQUE DE L'EPOQUE.

Nous avons plusieurs fois protesté contre le long emprisonnement préventif de M. Gougeard, gérant de *l'Echo du Peuple*, journal patriote de Poitiers. M. Gougeard vient enfin d'être mis en liberté.

En annonçant ce tardif acte de justice, *l'Echo du Peuple* fait, dans son numéro du samedi 30 septembre, une narration historique et critique de cette affaire, que nous reproduisons en partie. Ce sera, pour l'histoire de notre époque, un document fort important; il prouvera comment il se fait que des hommes qui ont tant et si haut affiché l'amour de la légalité et le respect des lois, ont tenu une conduite audacieusement illégale, et ont impudemment violé les lois. On y verra comment un citoyen honorable a été victime du plus révoltant arbitraire. Enfin, on cherchera vainement un acte pareil dans l'histoire de la Restauration. Au moment où les élections générales vont s'ouvrir, il n'est pas mal que tous les citoyens aient sous les yeux le récit qu'on va lire; un déni de justice aussi caractérisé leur apprendra quel usage les premiers agents du pouvoir exécutif et leurs délégués, et ceux auxquels ils confient les premières fonctions de l'état, ont fait du pouvoir malheureusement tombé en leurs mains, soutenus qu'ils étaient par une majorité représentative dont l'ordonnance de dissolution aura sonné le glas funèbre, si les électeurs savent comprendre leur mandat et veulent servir par des choix nationaux les plus chers intérêts du pays.

MISE EN LIBERTÉ DE M. GOUGEARD. — ARRESTATION PRÉVENTIVE. — ILLÉGALITÉ. — DÉNI DE JUSTICE.

Enfin, après cinq mois d'emprisonnement préventif, notre gérant vient

mière, semblaient descendre jusqu'aux fond des mers et s'abîmer sous les flots. En vain faisait-on force de rames pour se maintenir en position, le vent triomphait des rameurs; les câbles étaient rompus, et les vaisseaux, sans qu'aucune force humaine pût les gouverner et les retenir, couraient se briser les uns contre les autres. Ceux que l'effort de la tempête jetait irrésistiblement à la côte échoquaient contre les écueils qui les mettaient en pièces; les malheureux naufragés luttèrent en vain contre les vagues, et ceux qui gagnaient la terre à la nage tombaient entre les mains des Numides, qui les attendaient, et, sans vouloir faire d'esclaves, les dépouillaient et les égorgaient impitoyablement. On n'avait que le choix de la mort : la mer ou l'ennemi. En moins d'une heure, il périt quinze galères et quatre-vingt-six vaisseaux. L'empereur, immobile d'étonnement et de douleur, contemplait en silence cet affreux désastre; il connut alors que ceux qui voulaient le détourner de cette funeste entreprise étaient bien inspirés, et il versa, dit-on, des larmes secrètes en pensant qu'il était la seule cause de la perte de tant de braves gens. Il voyait s'engloutir dans les flots et toutes ses munitions de guerre et les immenses provisions destinées à nourrir ses troupes. Que deviendrait l'armée, sans vivres, sans munitions, assaillie de tous côtés par un ennemi aussi sourd et inexorable que la mer même, et qui, conjuré avec les éléments, aspirait à exterminer les chrétiens jusqu'au dernier? Aurait-on même encore assez de navires pour rembarquer les débris des troupes? Retournerait-on en Europe, ou faudrait-il mourir loin de sa patrie et de ses états, d'une mort misérable et sans gloire? Le naufrage semblait universel. Les officiers des galères, ne pouvant plus tenir la mer, et voyant leur perte inévitable, lâchaient de s'échouer le long de la côte pour que les plus heureux pussent se sauver à la nage ou sur des débris de vaisseaux. Ils ne savaient pas quels peuples hospitaliers les attendaient au rivage. Ceux qui prirent le parti de se faire échouer sur la côte périrent misérablement dans les flots, ou furent inhumainement massacrés par les Arabes qui bordaient la mer, autres écueils non moins terribles que ceux où se brisaient les navires; ils n'avaient pas même pitié des femmes.

La mer était couverte de navires brisés, de pièces de bois

d'être rendu à la liberté. Le 21 de ce mois, les portes du donjon de Niort se sont ouvertes devant lui, sur la représentation d'un certificat constatant que les 5,000 fr. de cautionnement fixés par l'arrêt de la cour royale de Poitiers pour son élargissement provisoire, avaient été versés dans les caisses de l'enregistrement.

L'ordonnance d'amnistie pour les condamnés politiques avait paru dans le *Moniteur* du 9 mai dernier. Deux jours après, le 11 mai, il se reconvenait contre le gérant de *l'Echo du Peuple* des mandats d'amener et de dépôt, à l'occasion d'articles publiés un mois avant, dans les numéros 12, 19 et 29 avril. Ces articles, aux yeux de ce juge d'instruction, ne laissent rien moins que des crimes et attentats punis de peines afflictives et infamantes par les lois de septembre 1835.

M. Gougeard fut sur-le-champ écroué dans la prison de Niort. Aussitôt le 12 mai, la chambre du conseil du tribunal de Niort déclara qu'elle n'accorderait la mise en liberté.

M. Gougeard forma opposition à cette ordonnance. L'affaire fut portée devant la chambre des mises en accusation de la cour royale de Poitiers.

Le chef du parquet conclut, devant la chambre d'accusation, à la réformation de l'ordonnance et à la mise en liberté du gérant, moyennant caution.

Le 15 mai, il intervint donc à la chambre d'accusation un arrêt par lequel la cour, statuant sur l'opposition de M. Gougeard, annula l'ordonnance et ordonna sa mise en liberté, en fixant le cautionnement à 5,000 fr.

Usant d'un droit de souveraineté incontestable, la cour crut devoir écarter le fond de l'affaire, apprécier la culpabilité des articles, leur caractère de crime que leur avaient attribué le juge instructeur et la chambre du conseil de Niort, et les ramener enfin aux proportions plus modestes de simples délits.

L'occasion était trop belle pour que le chef du parquet ne s'empressât pas de la saisir et de faire casser un arrêt qui avait commis l'énormité d'être rendu sans l'entendre. Pourvoi fut formé contre l'arrêt par le procureur général Gilbert-Boucher.

C'est ici que les limites du droit étroit, rigoureux, exceptionnel, appliqué jusque là contre nous, ont été indignement franchies; c'est à cette phase de la poursuite qu'a commencé le déni de justice le mieux caractérisé.

Suivant l'art. 425 du code d'instruction criminelle, dix jours après la déclaration du pourvoi, les pièces doivent être transmises au ministre de la justice; d'après l'article 424, dans les vingt-quatre heures de leur réception, le ministre doit les adresser à la cour de cassation, et enfin, avant l'article 425, cette cour doit statuer sur le recours, dans le mois plus tard, à compter de l'expiration de ces délais.

Eh bien ! le croira-t-on ? le pourvoi du procureur-général ayant été fait au plus tard du 10 au 19 mai, ce n'est que le 31 août suivant, par conséquent plus de trois mois après, que la cour de cassation a statué. Et, au moins aussi incroyable, ce n'est que le 2 septembre, par conséquent près d'un mois seulement, après l'arrêt rendu par la cour de cassation, que le procureur-général l'a fait exécuter par la mise en liberté du gérant.

Par son arrêt du 31 août, la cour de cassation maintint l'arrêt de la cour de Poitiers au chef qui avait ordonné la liberté provisoire; elle le cassa uniquement au chef qui avait statué sur le fond sans avoir entendu le procureur-général.

L'affaire, en cet état, a été renvoyée devant la cour de Bordeaux, chambre des mises en accusation. Cette cour aura à apprécier et à définir le caractère des articles incriminés, et à désigner, dans son ressort, une cour d'assises pour en juger la culpabilité.

Tel est le récit exact des faits et des incidents de procédure auxquels a donné lieu le mandat de dépôt de M. le juge d'instruction de Niort, Duvergier.

Maintenant, nous le demandons, à quelles réflexions pénibles et sévères de semblables faits doivent-ils pas donner cours ?

Pourquoi donc une arrestation préventive ? Pourquoi cet inexplicable déni de justice pendant plus de trois mois ?

L'arrestation préventive en matière de presse, bien que considérée comme un droit du juge d'instruction par quelques monuments judiciaires échappés à des temps d'orage, n'en a pas moins été à tout jamais éliminée comme une mesure odieuse, dans la célèbre affaire de Carrel et Paulin, gérant du *National*, en mars 1852. A cette époque, M. Persil, alors procureur-général, M. Persil lui-même disait « qu'il s'empressait de reconnaître que le juge d'instruction devait en être sobre, très-sobre... » M. Odilon Barrot, plaçant pour Carrel, proclamait que « l'arrestation préventive est toujours odieuse, et qu'elle ne se renouvellerait pas plus que les brigandages. » Enfin, un criminaliste estimé a écrit « que si la loi en ordonnait l'emploi, cette loi serait stupide et barbare; que si elle crée seulement une faculté, cette faculté est indigne de la justice, parce que son usage ressemblerait à une vengeance du magistrat !!! »

On parle de vengeance du magistrat ! Nous consentons à éloigner cette indigne pensée. Mais nous ne pouvons écarter de même de notre souvenir les belles paroles que Carrel faisait entendre en 1832 devant le jury de la Seine, et qui ont pour nous tout le mérite de l'a-propos :

« Il y a dans les arrestations préventives une raison politique qui saute aux yeux de tout le monde. Pourquoi ne l'avouerait-on pas ? C'est que le jury ne partage pas les passions du parquet; c'est que, sur huit procès, il y a eu huit acquittements (1). Dès lors quoi de plus simple ? Ce que le jury ne fait pas, on le fait pour lui. C'est par zèle, par amour de l'ordre. On

(1) Sur 22 poursuites intentées à *l'Echo*, il y a eu 22 acquittements par le jury.

flottantes, de corps d'hommes et de chevaux. La galère de Jean-netin Doria, le cher neveu du grand-amiral, ayant voulu échouer contre terre, s'engrava au bord de la mer, et il allait être tué comme les autres par les Arabes, si l'empereur, triste spectateur de ce naufrage, n'y eût envoyé don Antoine d'Aragon avec quelques compagnies italiennes qui le tirèrent des mains de ces barbares. L'amiral, ayant appris le péril qu'il avait couru, s'écria, les larmes aux yeux : « Il fallait que mon neveu fût exposé à un pareil malheur, pour m'apprendre, avant que de mourir, à pleurer sur mer. »

Doria se conduisit dans ce désastre comme un grand général, qui, après avoir prévu les dangers, sait les braver quand il n'a pu les prévenir. Quelques-uns de ceux qui l'entouraient ayant osé lui conseiller de se ménager, il s'emporta sérieusement contre eux, les appela traitres au salut public et les envoya à fond de cale.

D'autres capitaines ne montrèrent pas moins de fermeté. L'armée de terre n'était pas dans un moindre danger que la flotte, sans tentes et sans équipages, sans vivres même pour un jour; car le peu qu'on avait débarqué était déjà consommé, et les remèdes nécessaires pour panser les blessés, vivant déjà de racines sauvages. « J'ai vu, dit un historien de trente gentilshommes, j'ai vu cinq chevaliers de Malte et plus de trente gentilshommes volontaires languir et perdre tout leur sang dans la boue, qu'on put leur donner aucun secours. » L'empereur donna l'ordre de tuer une partie des chevaux de l'armée; il fallut s'y résigner, et pour donner l'exemple du courage, il commença à tuer les autres eurent ensuite le même sort, et on les distribuait aux soldats par compagnies.

A la fin cependant le vent commença de tomber, et on espérait

armes, et à leurs croix blanches, se retiraient en bon ordre, faisant face à l'ennemi, et protégeant les derrières de l'armée.

Un petit nombre de vétérans seconda leurs efforts, et, s'arrêtant sur le pont de pierre, regarda merveilleusement la poursuite de l'ennemi. C'étaient Spinosa, François de Baulner, Tite Amérine, Antonin de Porrette; seuls, couverts de blessures, exposés à tous les traits des infidèles, et leur renvoyant ceux dont ils étaient couverts, ils les intimidèrent par leur audace, et donnèrent à de nombreux fuyards le temps d'échapper à l'ennemi, qui avait l'avantage de connaître le terrain, se mêlant aux chrétiens, et les attaquant corps à corps avec un incroyable acharnement. La plaine était jonchée des cadavres de ceux qui, les premiers et les plus intrépides à l'attaque, se trouvaient alors les derniers dans la retraite. Ceux surtout qui, dans le désordre, s'étaient enfuis vers le rivage, furent massacrés par les Numides, qui y étaient accourus dans l'espérance de recueillir les débris du naufrage. L'empereur, averti du danger que couraient les chevaliers, et qui menaçait déjà l'armée tout entière, envoya les Allemands précédés de trois drapeaux pour arrêter et rallier les fuyards. Les Allemands eux-mêmes s'enfuient à l'aspect des turbans; mais l'empereur, ne pouvant souffrir qu'ils quittassent ainsi la partie, poussa vigoureusement son cheval, et, s'élançant à leur tête, le sabre levé, il criait à ces troupes en leur langue : « Tournez le visage contre les infidèles, et combattez à mon côté comme de véritables Allemands doivent faire, pour la foi, pour votre empereur et pour votre nation. » Un historien qui se trouvait à l'expédition assure que, pendant qu'il parlait, des boulets enlevèrent à ses côtés plusieurs soldats; il continua sans détourner la tête, puis il ramena les Allemands à la charge, et les infidèles furent enfin chassés et mis en fuite. Mais était-ce une victoire ? Non; ils couraient au rivage, où le naufrage de la flotte leur promettait un butin plus riche et moins disputé.

La flotte était battue par une violente tempête, et les vents s'étaient déchainés avec tant de fureur que les vaisseaux, secoués sur leurs ancres, tantôt paraissaient élevés par des monstres d'eau jusqu'aux nues, tantôt, s'abaissant la tête la pre-

binet vient d'être formé à la suite des démissions données par quatre ministres; il se compose des personnes suivantes:

MM. Bardaji, secrétaire d'état;
Balanzat, ministre de la guerre;
Castejon, ministre de la justice;
Raphaël Perez, ministre de l'intérieur;
Jose-Maria Perez, ministre des finances par intérim;
Ulloa, ministre de la marine.

» Aucun des nouveaux ministres n'appartient aux cortès; leurs antécédents autorisent à croire que le système suivi par l'administration précédente sera continué. »

On lit dans plusieurs journaux de Paris: « MM. Apostoly, » rue Thevenot, 12; Drouilly, rue Charonne, 32; Meiner, » professeur de musique, rue du Calvaire, 7; Viullevoys, di- » recteur de l'académie de peinture, à Liège; le maître des

» postes de Hambourg; Vieuville, à Treux; Poussin, notaire, à » Senoches; le jeune Garnier, élève à l'école des Chartes, à Dijon; » Martin, juge au tribunal de St-Quentin: tous atteints de mi- » graine ou de surdité des plus intenses, viennent d'être par- » faitement guéris par le traitement du docteur Mène-Maurice, » de Paris. Sa brochure, 2^e et 3^e éditions, contient ses décou- » vertes pour se guérir soi-même. » Prix: 1 fr. 50 c. (15 c. en sus par la poste). S'adresser franco chez M. Aguetant, rue St-Côme, et chez M. Borelly, place Confort.

Aujourd'hui que les examens des diverses Facultés sont de- venus si difficiles, nous croyons rendre service aux parents et aux jeunes gens que de leur recommander l'enseignement pré- paratoire au BACCALAURÉAT ès-lettres, ès-sciences et aux exa- mens de droit, dirigé par M. BONNIN. Cet enseignement, connu depuis plusieurs années par de nombreux succès, sert de com- plement aux études universitaires et peut en tenir lieu. Les

cours commenceront dans les premiers jours de novembre, place du Panthéon, 3, près l'Ecole-de-Droit, à Paris.

GRAND-THÉÂTRE.

Jeu. 12 octobre 1837. — Première représentation de M. Derivis. — *ROBERT LE-DIALE*, opéra. — On commencera à six heures 1/2.

GYMNASÉ-LYONNAIS.

Mardi 10 octobre 1837. — Quatorzième représentation de Mme Albert. — 1^o LE FUTUR DE LA GRAND'MAMAN, vaud. — 2^o UNE RIVALE, vaud. — 3^o UNE DAME DE L'EMPIRE, vaud. — On commencera à six heures.

AMÉDÉE ROUSSILLAC.

LYON. — IMPRIMERIE DE BOURS Y FILS, RUE POULAILLERIE, 19.

Feuille d'Annonces.

ANNONCES JUDICIAIRES.

(3340) Le jeudi douze octobre mil huit cent trente-sept, dix heures du matin, sur la place Sathonnay, à Lyon, il sera vendu aux enchères et au comptant des objets saisis consistant en bureaux, casier, poêle en fonte, banque, ba- lances, moufle, romaine, moulin à poivre et à café, esta- gnons, des ballots, poivre, montarde, trois caisses de pâtes, des ustensiles propres à la fabrication du chocolat, et divers autres objets non détaillés.

ANNONCES DIVERSES.

(3297) A VENDRE pour cause de maladie. — Un fonds de cafetier marchand de vin, situé dans le faubourg de la Guil- lotière, bien achalandé.

S'adresser, pour les renseignements, à M. Duffer, rue du Templier, n° 6.

(3270) A VENDRE. — Beau bois de fayard à 17 fr. le stère, pris à Vaise.

S'y adresser, chez M. Debiesse, port des Pattes.

(3322) On désirerait un associé pour un commerce in- dustriel qui existe depuis quinze ans. Ce commerce s'exerce d'une manière facile et agréable. L'associé prendrait, s'il le voulait, un emploi dans la maison. Les conditions varie- raient suivant la mise de fonds, laquelle s'élèverait de 3,000 fr. à 5,000 fr.

S'adresser au bureau du journal.

(3281) On demande un jeune homme de bonne tenue pour faire la place de Lyon; il aura des appointements fixes et une remise sur les placements.

S'adresser au bureau d'affaires, rue des Quatre - Cha- peaux, n° 11.

(3348) On désire emprunter une somme de 2,500 fr. sur la nue-propriété d'une succession s'élevant à 8,000 fr. Les biens sont situés à Villefranche. On vendrait même à ré- méré cette nue-propriété, si le prêteur le préférerait.

S'adresser, pour plus amples renseignements, au cabinet de M^e Thébaud, avocat, rue Ecorchebœuf, 17, chargé de traiter.

(3339) On demande pour un atelier près de Lyon plu- sieurs apprentis des deux sexes au-dessous de vingt ans. Ils contractent un engagement d'un an, pendant lequel ils seront nourris et logés, et n'auront à payer qu'une somme de 50 à 60 fr. en deux paiements, dont le premier de 20 francs se fera à la fin des six premiers mois, et le dernier à la fin de l'année.

S'adresser au bureau du journal.

(3347) On a perdu, dimanche matin 8 courant, un chien de chasse, âgé de trois mois, portant le nom de *Finand*. Signalement: tout noir, grandes oreilles, queue longue. On l'a vu, dans la matinée de dimanche, sur le pont de la Guillotière, conduit par des militaires qui l'amenaient à Lyon.

Les personnes qui l'auraient trouvé sont priées de le rendre ou d'en donner des nouvelles à M. Gremand, trai- teur, avenue de Saxe, n° 10, aux Brotteaux, maison Verzier.

(2184) PHARMACIE DES CÉLESTINS.

Les expériences concluantes, les approbations des savants, des académies et sociétés royales de médecine des commissions nommées par le gou- vernement, les brevets et ordonnances insérées au *Bulletin des lois* (5 août et 1^{er} novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages du

SIROP DE JOHNSON

Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES, l'ASTHME et les CATARRHES, en modérant l'action du COEUR, en calmant les NERFS et en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.

1, rue Caumartin, à Paris, et dans chaque ville.

DÉPOT GÉNÉRAL DE TOUS LES REMÈDES AP- PROUVÉS ET BREVETÉS: CHOCOLATS DE SANTÉ, EAUX NATURELLES ET THÉS DE CHINE.

DÉPURATIF DU SANG.

LE SIROP CONCENTRÉ DE SALSEPAREILLE DE QUET est avantagusement connu, depuis nombre d'années, pour la guérison des maladies secrètes récentes ou invétérées, des dartres et autres maladies de la peau.

S'adresser, à Lyon, à la pharmacie QUET, rue de l'Arbre- Sec, n° 31, ou dans ses dépôts. (Consultations gratuites.) (2683)

1 franc par mois.

TABLETTES DU TEMPS.

REVUE DE LA SEMAINE,

Politique, financière, commerciale, littéraire, des théâtres et des modes, judiciaire, médicale et bibliographique;

Avec un tableau analytique de la polémique politique et des matières traitées dans la semaine.

(Chaque numéro contient de 250,000 à 265,000 lettres, ou plus d'un demi-volume in-8°.)

Pour bien faire connaître à toutes les classes de lecteurs les idées politiques qu'on désigne sous le nom de *centre gauche*, la rédaction du TEMPS (fondé et patroné à son origine, comme on sait, par 92 députés du centre gauche) a résolu de faire du journal du lundi une REVUE, miroir complet de la situa- tion politique et encyclopédique de la semaine, qui ne coûte que 12 francs par an, et qui résume et remplace avec une in- contestable économie tous les recueils spéciaux, hebdomadai- res ou mensuels, coûtant de 24 à 80 francs par an.

Cette REVUE ne contient que des articles originaux. On a expressément réservé pour cette REVUE tous les articles im- portants qui pourraient mettre parfaitement au courant les lecteurs que la dépense de 72 francs par an ou leurs occupa- tions empêchent d'avoir un journal quotidien.

La direction du TEMPS, mue par un sentiment patriotique, et n'ayant pas à payer, spécialement pour cette REVUE, les frais si coûteux de rédaction, de composition et d'administra- tion, pouvait seule, par son nombreux personnel et la variété des articles, exécuter cette REVUE qui contient de 250 à 265,000 lettres, ou plus d'un demi-volume in-8°, au prix éco- nomique d'UN FRANC PAR MOIS, qui rembourse à peine les frais matériels.

Pour recevoir un numéro des TABLETTES du TEMPS, *Revue de la Semaine*, il suffit d'écrire franc de port, au direc- teur du TEMPS, rue du Mail, 5, à Paris.

Prix des 52 numéros de l'année: 12 francs;

Ou UN FRANC PAR MOIS.

AUTORISATION PAR ORDONNANCE ROYALE ET BREVET D'IMPORTATION.

PATE ET SIROP DE NAFÉ D'ARABIE,

PECTORAUX adoucissants et fortifiants, seuls approuvés et reconnus supérieurs à tous les autres par un rapport à la Faculté de Médecine de Paris, et par les plus célèbres médecins du Roi, etc., pour guérir les rhumes, catarrhes, asthmes, toux, coqueluches, enrouements, palpitations, et toutes les maladies de poitrine. (Prix: 1 fr. 25 c. la boîte et 2 fr. la bouteille.) — Dépôts dans les pharmacies de MM. Claraz, rue Neuve, et Verdet, place des Terreaux, à Lyon; Michel, à Tarare; Voituret, à Villefranche; Garin, à Condrieu; Ardouin, à Amplepuis; Brigaud, à Thizy; et chez M. Ramel, marchand, à la Croix-Rousse; Fayolle et Dumas, à St-Genis. (3342)

18^{me} DIVISION MILITAIRE.

AVIS.

ADJUDICATION DU SERVICE

DES FOURRAGES

POUR CINQ ANNÉES,

Qui commenceront le 1^{er} janvier 1838 et finiront le 31 décembre 1842.

Le public est prévenu qu'en vertu d'une nou- velle décision du ministre de la guerre, en date du 29 septembre dernier, l'adjudication définitive du service des fourrages, qui avait été primitivement fixée au vingt-cinq octobre courant, est reportée au six novembre suivant, et que les déclarations indiquant l'intention de soumissionner seront re- çues dans les bureaux de MM. les sous-intendants jusqu'au vingt-un octobre, au lieu du cinq.

Dijon, le 1^{er} octobre 1837.

L'intendant militaire de la 18^e division, maître des requêtes.

Signé: Baron BALLYET.

(3323) Service des Omnibus de Lyon à Beaujeu, La Croisée, Belleville, Saint-George et Villefranche, partant tous les jours à deux heures du soir, et de Beaujeu à cinq heures du matin, faisant le trajet en six heures.

Les bureaux sont chez M. Maseron, aubergiste, quai de Bondy, n° 152.

GUÉRISON DES Maladies Secrètes.

NOUVELLES OU ANCIENNES,

Dartres, gales, rougeurs à la peau, ulcères, écoulements, fleurs ou pertes blanches les plus rebelles, et de toute acreté ou vice du sang, et des humeurs.

Par le Sirop Dépuratif Végétal de Séné.

Extrait du précieux Recueil des Recettes médico-officinales. PUBLIÉ PAR ORDRE EXPRES DU GOUVERNEMENT.

Le traitement est prompt et aisé à suivre en secret ou en voyage; il n'apporte aucun dérangement dans les occupations journalières, et n'exige pas un régime trop austère.

S'adresser chez PERENIN, pharmacien-chimiste, rue Palais-Grillet, n° 23, à Lyon. (3059)

CHANGEMENT DE DOMICILE.

A dater du lundi 9 octobre courant, l'étude de M^e Brunier, avoué, successeur de M^e Biféri, est située quai Humbert, n° 12, allée du Gouvernement.

Maladies Secrètes et de la Peau.

Le Sirop végétal de Salsepareille, dont deux flacons suf- fisent pour une guérison radicale, se vend toujours à la pharmacie Courtois, place des Pénitents-de-la-Croix, à St-Clair, près la Banque. (3207)